

Die Schweiz und Lateinamerika im 20. Jahrhundert : Aspekte ihrer Wirtschafts- und Finanzbeziehungen [éd. p. Walter L. Bernecker]

Autor(en): **López Quirland, Rodrigo**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **5 (1998)**

Heft 2

PDF erstellt am: **29.04.2024**

Nutzungsbedingungen

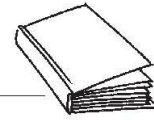
Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Protestantismus so spät und zurückhaltend auf die Ereignisse reagiert. Als Gründe verweist er immer wieder auf einen innerhalb der Kirchen verbreiteten religiösen Antijudaismus. Der Autor ist stark in der Analyse der religiösen Aspekte, denen er den ganzen hier nicht weiter besprochenen zweiten Teil widmet. Ich stimme mit Kocher darin überein, dass das antijüdische Erbe des Christentums eine zentrale Rolle spielte. Allerdings liegt darin, dass er sich stark auf theologische und Mechanismen innerhalb des Protestantismus konzentriert, auch eine Gefahr.

Ich möchte dies kurz darlegen, indem ich den Blick stärker, als es Kocher tut, auf die ganze Gesellschaft ausweite. Sofort fallen einige Phänomene auf: Die Selbstberuhigung, man hätte mit den Protesten vom August 1942 das Nötigste erreicht, und die damit verbundene Weigerung, grundsätzlich für Juden offene Grenzen zu fordern, ist weit verbreitet. Diese Haltung wird von allen Hilfswerken und allen wichtigen gesellschaftlichen Institution geteilt, nur die Juden nehmen teilweise einen anderen Standpunkt ein. Bei der Presse käme eine systematische Untersuchung, die noch zu leisten wäre, ohne Zweifel zum gleichen Ergebnis. Gleiches gilt für die lange währende Blindheit bezüglich der jüdischen Aspekte der Flüchtlingsfrage oder die Akzeptanz der Transitmaxime. Die wichtigsten Phänomene der protestantischen Politik findet man also nicht nur innerhalb der Kirche und sie lassen sich nur begreifen, wenn man sie im Kontext der ganzen Gesellschaft betrachtet.

Trotz dieser Kritik halte ich Kochers Arbeit für gelungen und wichtig. Nach meinem Dafürhalten spielten moralische Institutionen eine sehr wichtige Rolle in der damaligen Asylpolitik. Ihre Proteste und Pressionen liessen weder die politischen Verantwortlichen noch die ausführenden

Beamten unberührt. An einer anhaltend massiven Kritik hat es indes gemangelt. Deshalb sind zur Erklärung der flüchtlingspolitischen Ereignisse auch die schweigenden oder nur halblauten Institutionen interessant und man wünscht sich beispielsweise eine analoge Studie über den Schweizer Katholizismus.

Stefan Mächler (Zürich)

**WALTER L. BERNECKER (ED.)
DIE SCHWEIZ UND LATEIN-
AMERIKA IM 20. JAHRHUNDERT
ASPEKTE IHRER WIRTSCHAFTS- UND
FINANZBEZIEHUNGEN**

PETER LANG, FRANKFURT A. M. 1997, 362 P., FS 67.–

Cet ouvrage, consacré à l'étude des relations économiques entre la Suisse et l'Amérique latine au XXe siècle, vient combler en partie une lacune de l'historiographie suisse. En effet, peu de travaux ont mis en lumière l'importance croissante qu'a représentée l'Amérique latine pour l'économie suisse, tant parmi les secteurs industriels exportateurs qu'au près des milieux financiers. Partant de ce constat, *Walter Bernecker* a réuni pour cette publication quatre contributions très détaillées qui abordent les relations économiques sous l'angle des aspects financiers pour le Chili, des échanges commerciaux pour le Brésil ou encore des liens entre l'économie suisse et l'aide au développement pour le Pérou. Les sources utilisées par les chercheurs proviennent essentiellement des fonds des archives fédérales à Berne.

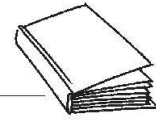
La première contribution, rédigée par *Martin Kloter*, traite des relations financières entre la Suisse et le Chili de 1888 à 1948. La recherche se divise en deux volets chronologiques. En premier lieu, l'auteur retrace le développement des investissements suisses – sous forme de

prêts accordés par les milieux bancaires au gouvernement chilien et aux organismes étatiques – depuis le premier achat de titres en 1888, jusqu’à la veille de la crise mondiale en 1929. Au cours de cette première phase, on assista après la Première Guerre mondiale à une augmentation des capitaux helvétiques vers ce pays, atteignant pour les années 1928–1930 des montants assez importants. La crise de 1929 se répercuta de façon très sévère sur l’économie chilienne et obligea le gouvernement de ce pays à décréter un moratoire sur la dette extérieure. En deuxième partie du travail, l’auteur aborde la façon dont les milieux créanciers suisses, en collaboration avec les autorités gouvernementales helvétiques, cherchèrent à résoudre le problème posé par le rapatriement des intérêts et des amortissements bloqués. Or, au cours des années ’30 les exigences des créanciers se trouvèrent confrontées aux objectifs économiques d’autres groupes d’intérêt comme celui du secteur exportateur suisse ou encore celui des entreprises nord-américaines et britanniques craignant pour leurs importants investissements miniers au Chili. En outre, des considérations relevant de la politique extérieure des Etats-Unis entrèrent, elles aussi, en ligne de compte. Ce n’est qu’après la Deuxième Guerre mondiale que les créanciers disposèrent d’un moyen de pression suffisant pour faire plier le gouvernement chilien. Ce dernier, ayant à ce moment un besoin accru en capitaux, avait déposé une demande de prêt auprès de la Banque Mondiale. Les créanciers privés firent pression pour qu’aucun prêt ne soit accordé avant que le gouvernement chilien n’ait résolu le problème de la dette. Pour finir, un accord définitif sur la dette intervint en 1948.

En deuxième partie du livre, *Peter Marbet* aborde les relations commerciales

économique de 1929 jusqu’à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le choix de ce pays se justifie par le fait que, depuis le début du XXe siècle, le Brésil est un partenaire commercial important pour la Suisse, se situant derrière l’Argentine au deuxième rang des marchés latino-américains. Les difficultés économiques rencontrées par le Brésil, en raison de l’effondrement mondial du prix du café en 1929, eurent comme conséquences le gèle des créances commerciales suisses ainsi qu’un recul des exportations. Dès lors, la politique commerciale suisse visa, au cours des années ’30, à conjuguer trois objectifs: le rapatriement des créances, la recherche d’une balance commerciale positive avec le Brésil et enfin le maintien de ce débouché pour les branches exportatrices suisses. Sur ce dernier point, les milieux industriels et institutionnels helvétiques ne perdaient pas de vue la phase d’industrialisation dans laquelle s’était résolument engagée le Brésil, évolution propice à l’augmentation des exportations vers ce marché. En dépit des difficultés rencontrées, la Suisse parviendra – après un accord de compensation conclu en 1936 avec le gouvernement brésilien – à intensifier ses exportations, renversant de ce fait la balance commerciale demeurée jusqu’alors négative avec ce pays. L’auteur arrive à la conclusion que la Suisse au cours des années ’30 chercha à intensifier ses exportations vers le Brésil en raison du resserrement des marchés traditionnels, considérant ce débouché comme un marché de soutien et d’expansion.

Annina Jegher poursuit, dans une troisième étude, la même démarche que l’auteur précédent en examinant les échanges commerciaux avec le Brésil, cette fois-ci depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale jusqu’en 1955. L’auteure s’attache avant tout à mettre en exergue les objectifs économiques définis



par la Suisse ainsi que les stratégies commerciales adoptées par celle-ci pour faire face aux cycles conjoncturels successifs que traverse l'économie brésilienne durant cette période. Après le conflit mondial, la Suisse chercha à s'intégrer rapidement dans l'économie internationale et dans cette optique le marché brésilien s'avérait important. De fait, on assista dès 1945 à une reprise vigoureuse des échanges entre les deux pays. Pourtant, afin de protéger sa phase d'industrialisation et équilibrer sa balance commerciale, le Brésil instaura dès l'année 1947 une série de restrictions aux importations qui touchaient en particulier les produits considérés comme «non-essentiels», parmi lesquels on trouvait les montres et les textiles suisses. La Suisse s'adapta à cette nouvelle situation afin de ne pas léser les autres produits d'exportation tels que les biens d'équipement ou les produits pharmaceutiques qui voyaient leur demande augmenter en raison du processus d'industrialisation. Ainsi, le caractère flexible de la politique commerciale suisse, tant de fois souligné dans d'autres travaux, ressort clairement de cette étude. Selon l'auteure, l'élément marquant de la politique économique de la Suisse au Brésil repose sans conteste sur son caractère pragmatique, recherchant en premier lieu la maximalisation du profit.

La recherche menée par Branka Fluri vient clore cette série d'études en mettant en perspective, de 1955 à 1975, les relations économiques de la Suisse avec le Pérou ainsi que l'aide au développement apportée à ce dernier pays. L'auteure commence par dresser un tableau des échanges commerciaux entre les deux pays ainsi que du niveau des investissements suisses. La période examinée fut marquée de façon récurrente par des conflits sur le plan des tarifs douaniers ainsi que par le problème du contrôle des devises. Dès l'année 1968, suite à un

changement du gouvernement péruvien, les questions économiques se focalisèrent sur les nationalisations. Ces divers éléments conduisirent en définitive à un retrait progressif des investissements suisses. La deuxième partie de la recherche s'attache à étudier le travail réalisé par la Suisse en matière d'aide au développement au Pérou. Les projets mis sur pied par la Suisse se centrèrent essentiellement sur le domaine agricole. Il apparut par la suite, lors des évaluations réalisées, que la plupart des projets gérés par le secteur privé étaient, soit inadaptés aux conditions locales, soit surdimensionnés. En règle générale, les projets menés à bien par les organisations gouvernementales suisses atteignirent de meilleurs résultats. Depuis les années 1960, au niveau institutionnel, l'aide au développement se trouvait prise en main par deux Départements fédéraux, à savoir les Affaires étrangères et l'Economie publique. Cette situation provoqua souvent un manque de clarté dans les prises de décisions en matière d'aide au développement. En dernier lieu, Fluri examine les liens qui unissaient la politique d'aide au développement aux sphères de l'économie privée en Suisse. L'auteure montre très clairement, en s'appuyant sur des cas concrets, comment la logique économique sous-tendait toute forme d'aide, le but étant en définitive d'aider le Pérou en aidant surtout le secteur exportateur helvétique.

Pour conclure, on peut dire que le grand mérite de cet ouvrage collectif est d'avoir apporté une contribution déterminante à l'étude des problématiques ayant trait aux relations de l'économie suisse avec les pays latino-américains. Vu la rareté des travaux dont nous disposons dans ce domaine, nous ne pouvons que souhaiter que de telles initiatives se renouvellent. Toutefois, il aurait été intéressant que les auteurs approfondissent

certain points qu'ils ont en partie soulevés dans leurs travaux. Premièrement, il aurait fallu examiner dans quelle mesure la politique des Etats-Unis, de par son rôle de puissance hégémonique, détermine la politique économique de la Suisse en Amérique latine: quelle est la marge d'intervention des milieux politiques et économiques suisses, existe-t-il entre ces deux pays une rivalité d'intérêt ou une entente de bons offices? En deuxième lieu, il aurait été souhaitable que les études débouchent sur une réflexion d'ensemble en ce qui concerne les relations prévalant en Suisse entre les milieux financiers, commerciaux et étatiques: quels sont les points de friction ou les modes de collaboration de ces trois entités? Enfin, une dernière remarque générale se situe au niveau du flou théorique et conceptuel – qui ne découle pas directement des études mais qui fragilise néanmoins leur analyse historique – dont souffre encore la recherche en Suisse sur la question des rapports économiques avec l'Amérique latine. C'est aussi dans ce sens que les contributions présentées ici ouvrent de nouveaux horizons en dirigeant les faisceaux de la recherche historique suisse touchant à l'Amérique latine vers une grille de lecture plus large et théorique.

L'Amérique latine, demeurée très longtemps pour la Suisse un véritable pôle d'attraction migratoire et économique, mérite en tout cas que ces démarches soient amorcées, c'est sans aucun doute la voie que cet ouvrage a cherché clairement à tracer.

Rodrigo López Quirland (Lausanne)

RENÉ HOLENSTEIN
WAS KÜMMERT UNS
DIE DRITTE WELT
 ZUR GESCHICHTE DER INTERNATIONALEN SOLIDARITÄT
 IN DER SCHWEIZ

CHRONOS, ZÜRICH 1998, 280 S., 50 ABB., FR. 48.–

Die Geschichte der Entwicklungspolitik der Nachkriegszeit ist eigentlich eine Geschichte des Scheiterns bisheriger Entwicklungskonzepte zum Abbau des Nord-Süd-Gefälles – dies verdeutlicht gerade die aktuelle Asienkrise. Und nichts liegt René Holenstein ferner, als ebendiese Geschichte nachzuzeichnen. Seine Dissertation beginnt mit dem Satz: «Wissenschaft und entwicklungspolitische Praxis miteinander zu verbinden, das war schon immer eines meiner wichtigsten Anliegen.» Resignation ist seine Sache nicht. Ganz im Gegenteil hat sein jahrelanger persönlicher wie beruflicher Einsatz in entwicklungspolitischen Organisationen Niederschlag gefunden in der engagierten Perspektive, aus der heraus das Buch geschrieben ist.

Im Zentrum steht der Begriff der Solidarität, der für den Autor «grundsätzlich alle Manifestationen und Handlungen mit einschliesst, welche die wechselseitige Angewiesenheit der Menschen innerhalb der (Welt-)Gemeinschaft zum Ausdruck bringen». Dabei gelingt es ihm, ein facettenreiches Kaleidoskop dieses Konzepts herauszuarbeiten. Auf der einen Ebene verfolgt er die historische Veränderung des Solidaritätsverständnisses seit dem Zweiten Weltkrieg. Auf einer zweiten Ebene untersucht er die Bedeutung von Solidarität für staatliche und kirchliche Entwicklungsorganisationen sowie für die entwicklungspolitischen Bewegungen aus dem Umfeld der Neuen Linken seit dem Ende der 60er Jahre. Mit der Fokussierung auf Motive und Ideale von im Entwicklungsbereich engagierten Vordenker-